



Inter-Parliamentary Union
For democracy. For everyone.

Allocution du Secrétaire général M. Martin Chungong Orateur principal

**Forum politique de haut niveau sur le développement durable
Dialogue ministériel sur « Un programme universel de politique
intégrée pour mettre en œuvre Rio+20 et réaliser
l'avenir que nous voulons »**

**Organisation des Nations Unies
7 juillet 2014**

Madame la modératrice

Je me propose de commenter les interventions précédentes du point de vue des parlementaires que j'ai l'honneur de représenter en ma qualité de nouveau Secrétaire général de l'UIP.

Le présent débat est du plus haut intérêt pour les parlementaires et, depuis le mois de mars de l'année dernière, l'UIP s'emploie à définir une position parlementaire sur le programme de développement pour l'après-2015, et les ODD en particulier. L'éclairage que j'apporte aujourd'hui reprend certaines des conclusions de l'Audition parlementaire conjointe qui s'est tenue ici même, au Siège de l'ONU, en novembre dernier. Cette audition a donné lieu à un rapport, document officiel du Débat de haut niveau (E/2014/52), que je vous invite à consulter.

Les intervenants et les orateurs qui m'ont précédé ayant déjà amplement traité le sujet, je vais, quant à moi, exposer quelques réflexions essentielles sur la signification véritable du concept d'*universalité*, principe clé du nouveau programme. Je suis d'avis que ce principe doit être appréhendé et intégré bien plus en profondeur qu'on ne le fait généralement. C'est là le principal défi à relever pour aller de l'avant.

Si l'on considère son sens le plus profond, l'**universalité implique nécessairement la réconciliation des citoyens avec la nature.**

Cette affirmation peut paraître élémentaire, mais c'est là l'origine du problème auquel nous sommes confrontés aujourd'hui : le fait qu'une population, et un système économique, considèrent le monde **environnant**, non pas comme un lieu à protéger mais comme un lieu à conquérir ou à exploiter. Nous oublions qu'en tant qu'êtres humains nous faisons partie de l'environnement et que plus nous nous en désolidarisons plus nous nous éloignons les uns des autres, infligeant à la planète et aux autres des coûts irrémédiables.

En prenant conscience de cette réalité, nous comprendrons que ce qui est important dans le développement durable c'est le *bien-être* humain au sens le plus large, et qu'il faut donc trouver un équilibre entre le confort matériel et d'autres éléments tels que la santé, l'éducation, la culture, les arts, le temps passé en famille et avec des amis, et tous ces autres biens dits « immatériels », que l'argent ne peut pas acheter mais dont dépend pourtant notre bonheur. C'est d'ailleurs une piste que l'ONU a déjà empruntée avec les Dialogues sur l'harmonie avec la nature et qui doit être plus

étroitement reliée au débat du Forum politique de haut niveau ainsi qu'aux travaux du Groupe de travail ouvert chargé de définir les ODD.

Bien sûr, il ne sera pas simple de réconcilier les hommes avec la nature, mais la chose la plus importante à faire est sans nul doute d'opérer un découplage (de la croissance économique et de l'environnement) en valeur *absolue* et pas uniquement en valeur *relative*, comme seuls certains pays ont réussi à le faire pour le moment. La seule façon d'y parvenir consiste à repenser intégralement le modèle économique du développement, en commençant par éviter de faire de la croissance économique une fin en soi. Comme cela a été dit à l'Audition, la croissance est importante pour lutter contre la pauvreté, notamment dans les pays en développement, mais son importance doit logiquement diminuer au fur et à mesure de l'enrichissement des sociétés. Une fois qu'un certain point de « décroissance des rendements » est dépassé, il convient de se préoccuper davantage de redistribution et d'égalité, et naturellement du bien-être qui peut être tiré non seulement de la sphère économique, mais aussi d'autres éléments.

Il ne s'agit naturellement pas de nier le rôle crucial de l'économie verte qui accroît l'efficacité environnementale et sociale de la production et de la consommation. Toutefois, si le système continue à reposer sur une augmentation perpétuelle de la production et de la consommation motivée par la recherche du profit et de l'accumulation de biens matériels, un simple gain d'efficacité ne suffira pas à réaliser un découplage absolu. Une importante amélioration de l'efficacité économique est une condition nécessaire mais non suffisante. Nous devons aussi changer le ressort de l'économie pour que celle-ci se soucie de la population et ne vise pas la croissance pour la croissance. Le vieux principe qui veut que l'on recherche la croissance avant tout, en différant le paiement de ses conséquences économiques et sociales, n'est plus défendable. L'aspect environnemental et social doit aller de pair avec l'économie.

Deux mesures essentielles peuvent d'ores et déjà nous aider à avancer en ce sens :

Premièrement : il faut intervenir, dans les pays développés comme dans les pays en développement, sur ce qui régit l'économie (qui s'articule actuellement autour de trois éléments principaux : l'argent, l'entreprise et les investissements), de manière à y inclure en premier lieu une dimension *sociale*. Cette démarche nous permettra également de reconnecter le volatil secteur financier, en constante expansion, avec l'économie réelle, lieu de fabrication et de consommation des produits.

Deuxièmement : nous devons radicalement changer nos méthodes de mesure, pour disposer de meilleurs indicateurs de progrès que le PIB et certains autres indicateurs économiques. Nous devons investir massivement dans des méthodes de *mesure du bien-être* et intégrer ce nouveau type d'indicateurs à l'élaboration des politiques. On constate un mouvement en ce sens à l'ONU et dans plusieurs pays, mais cette tendance doit être accélérée et amplifiée. Les pays en développement auront naturellement de plus gros besoins de renforcement des capacités avec la mise en place de ces nouveaux indicateurs et d'une comptabilité environnementale.

L'universalité a une autre signification profonde, qui découle de cette appréhension globale et qui est liée à l'inégalité.

Les origines économiques de ce phénomène sont bien connues. Je souhaite néanmoins insister sur le fait que si nous voulons vraiment que le programme soit universel, il faut qu'il implique tous les citoyens et que tous voient un avantage à y participer. Cela demande l'établissement quasi-général d'un nouveau contrat social qui nous permette à tous de constater, et d'accepter, que nous sommes dépendants les uns des autres et dépendants de la planète. La mise en œuvre d'un programme

universel est impossible dans une société éclatée, où les intérêts individuels sont seuls à avoir rang de vertu sociale et sont en outre présentés comme le principal moteur du système économique.

Nous devons rechercher un nouvel équilibre entre les intérêts des individus et ceux de la société, de sorte que tous les citoyens aient la possibilité de progresser et de s'épanouir en tant qu'êtres humains. Cette possibilité doit, quant à elle, être fondée sur un socle social de droits et de services touchant par exemple à la santé et à l'éducation, auxquels tous doivent pouvoir accéder. Le programme universel équivaut en fin de compte au programme international des droits de l'homme.

Mais comment arriver à ce nouveau contrat social, à cette conception plus profonde d'un développement pour tous ? De mon point de vue, et de celui de nombreux parlementaires dans le monde, seule la **gouvernance démocratique** apporte une réponse à cette question.

Nous devons procéder à une réforme radicale de la politique et des institutions de gouvernement et d'administration publique à tous les niveaux, qui oblige à rendre davantage de comptes aux citoyens et à mieux représenter toute la palette des opinions. Dans de trop nombreux pays, le système de gouvernance qui existe aujourd'hui est dirigé par un petit nombre au service d'un petit nombre, ce qui se traduit notamment par une concentration des richesses dans les mains de quelques-uns ou par une énorme influence de l'argent en politique.

Tant que nous n'avons pas des institutions véritablement représentatives de l'ensemble de la population, y compris des pauvres et des personnes les plus marginalisées, des institutions conçues pour satisfaire les besoins de toute la société, il nous sera difficile de mener à bien un programme universel. Les solutions proposées au peuple ne pourront être que partielles, voire inutiles. C'est la raison pour laquelle nous devons nous assurer que les ODD comprennent un objectif de gouvernance démocratique mettant fortement l'accent sur la nécessité de faire en sorte que toutes les institutions de gestion des affaires publiques, notamment les parlements, soient mieux à même de servir les citoyens.